



Mairie de LARNAT  
09310

**PROCÈS VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL**  
en Session Ordinaire (Salle du Conseil)

**Séance du vendredi 23 février 2024**

*Le vingt-trois février deux mille vingt-quatre à 20h00, l'assemblée, régulièrement convoquée le 19.02.2024, s'est réunie sous la présidence de M. le Maire : M. Monsieur Claude GOUZY.*

<b><u>Nombre de Conseillers :</u></b> <ul style="list-style-type: none"><li>- En exercice : 6</li><li>- Présents : 6</li><li>- Votants : 6</li><li>- Procuration(s) :</li><li>- Absent(s) excusé(s) :</li><li>- Absent(s) :</li></ul>	<b><u>Présents :</u></b> Madame Céline BERGERON, Madame Colette CROS, Monsieur Philippe GONDAL, Monsieur Claude GOUZY, Madame Nathalie GOUZY, Monsieur Michel MATHE. <b><u>Représentés :</u></b> néant <b><u>Absents et excusés :</u></b> néant <b><u>Secrétaire de séance :</u></b> Madame Nathalie GOUZY.
---	---

Début de séance : 20h10  
Fin de séance : 23h10

**Ordre du jour :**

Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 27.10.23.

Désignation du Secrétaire de séance.

**Délibérations :**

- Prime de pouvoir d'achat exceptionnelle (Secrétaire de Mairie)
- Autorisation d'ouverture du Quart de crédits en dépenses d'investissement avant le vote du Budget 2024
- Subventions diverses
- Emploi d'un Agent Technique en CDD
- Dénomination des rues et numérotage des habitations

**Débat :**

- Contrôle des comptes et de la gestion de la Station de Goulier.
- Questions diverses

M. le Maire prend la présidence de la réunion du conseil, remercie les membres pour leur présence et procède à la vérification du quorum. Le quorum étant atteint, la séance est ouverte.

### **Approbation du procès-verbal du Conseil précédent en date du 27.10.2023**

M. le Maire rappelle que le procès-verbal de la Séance du 27.10.2023 a été adressé à tous les membres du Conseil Municipal.

Aucune observation n'ayant été formulée, M. le Maire soumet alors le compte-rendu à l'approbation de l'Assemblée, qui l'**adopte** à l'unanimité.

### **Désignation du Secrétaire de Séance**

M. le Maire expose que conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Conseil Municipal est invité à nommer un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Le secrétaire de séance désigné est Mme Nathalie GOUZY.

### ***Délibération : DE\_2024\_001***

### **PRIME DE POUVOIR D'ACHAT EXCEPTIONNELLE (SECRETAIRE DE MAIRIE)**

M. le Maire rappelle à l'assemblée :

Le décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023 instaure la Prime de Pouvoir d'Achat Exceptionnelle (PPAE) qui s'inscrit dans le cadre des mesures de revalorisation salariale annoncées dès le mois de juin 2023. Cette prime est facultative dans la fonction publique territoriale. Une délibération doit être prise pour instaurer cette prime de pouvoir d'achat exceptionnelle, après avis favorable du Comité Social Territorial.

M. le Maire énonce les conditions nécessaires au fonctionnaire pour bénéficier de ce dispositif et précise que « le montant de la prime déterminé devra être réduit à la proportion de la quotité de travail de l'emploi occupé et de la durée de l'emploi de l'agent public sur ladite période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023.

M. le Maire propose au Conseil :

- D'instaurer la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle au sein de la commune de LARNAT, selon les modalités définies par le décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023.
- De déterminer, en fonction des niveaux de rémunération brute perçue par l'agent sur la période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023, les montants forfaitaires prévus au I de l'article 5 du décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023. Le montant de la prime sera réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période courant du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023.
- De prévoir un versement de cette prime de pouvoir d'achat exceptionnelle en une seule fois avant le 30 juin 2024.
- De l'autoriser à fixer par arrêté individuel le montant perçu de l'agent au titre de la prime pouvoir d'achat exceptionnelle dans le respect des principes définis ci-dessus.
- De prévoir et d'inscrire au budget les crédits nécessaires au versement de ce régime indemnitaire.
- De le charger ainsi que le comptable public, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération qui sera transmise au représentant de l'État dans le département pour contrôle de légalité.

### **REMARQUES – OBSERVATIONS - INTERVENTIONS :**

Néant.

<b><u>VOTE</u></b> :   Pour : 6   Contre : 0   Abstention : 0
---

**Adoptée à l'unanimité**

***Délibération : DE\_2024\_002***

**AUTORISATION D'OUVERTURE DU QUART DE CREDITS EN DEPENSES D'INVESTISSEMENT  
AVANT LE VOTE DU BUDGET 2024**

M. le Maire rappelle les dispositions extraites de l'Article L1612-1 du code général des collectivités territoriales en vue de procéder à l'ouverture du Quart des crédits d'investissement avant le vote du Budget 2024. Le montant est établi en accord avec la Perception et soumis au vote de l'assemblée.

**REMARQUES – OBSERVATIONS - INTERVENTIONS :**

Néant.

<b><u>VOTE</u></b> :   Pour : 6   Contre : 0   Abstention : 0
---

**Adoptée à l'unanimité**

***Délibération : DE\_2024\_003***

**SUBVENTION AUX ASSOCIATIONS**

M. le Maire donne lecture du courrier de demande de subvention de l'ACCA de LARNAT et demande au Conseil de fixer le montant de cette dite subvention pour 2024.

Le Conseil Municipal propose la somme de Quatre Cent Euros (400 €) pour versement de la subvention 2024

**REMARQUES – OBSERVATIONS - INTERVENTIONS :**

Néant.

<b><u>VOTE</u></b> :   Pour : 4   Contre : 0   Abstention : 2
---

**Adoptée**

M. le Maire donne lecture du courrier de demande de subvention de l'Amicale de Vèbre (Centre de secours) et demande au Conseil de fixer le montant de cette dite subvention pour 2024.

Le Conseil Municipal propose la somme de Cinquante Euros (50 €) pour versement de la subvention 2024

**REMARQUES – OBSERVATIONS - INTERVENTIONS :**

Néant.

<b><u>VOTE</u></b> :   Pour : 6   Contre : 0   Abstention : 0
---

**Adoptée à l'unanimité**

***Délibération : DE\_2024\_004***

**CONTRIBUTION FONDS UNIQUE HABITAT 2024**

M. le Maire expose que le Fonds de Solidarité Logement a été institué par la loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement.

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, et notamment son article 65, transfère la compétence au Département.

Le Fonds Solidarité Logement nommé Fonds unique Habitat en Ariège est un des outils du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) qui permet aux ménages cumulant des difficultés d'ordre économique et social d'accéder à un logement dans le département de l'Ariège, décent et indépendant, de s'y maintenir, et d'y disposer de la fourniture d'énergie, de services téléphoniques et d'eau.

M. le Maire propose au Conseil de renouveler le versement de cette participation au FUH pour un montant de Cent Six Euros (106 €) et propose au Conseil de délibérer

**REMARQUES – OBSERVATIONS - INTERVENTIONS :**

Néant.

<b><u>VOTE</u></b> :    Pour : 6    Contre : 0    Abstention : 0
--

**Adoptée à l'unanimité**

***Délibération : DE\_2024\_005***

**EMPLOI D'UN AGENT TECHNIQUE EN CDD**

M. le Maire expose :

Vu les nouvelles réglementations de l'emploi des produits phytosanitaires,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant disposition statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3-1° ;

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité à savoir nettoyage, désherbage, débroussaillage des rues et places du village, cimetière, bâtiments communaux... Il conviendrait de recruter une personne qui serait chargée du nettoyage du village et des locaux municipaux, dans le but de maintenir le village propre.

M. le Maire propose au Conseil, le recrutement d'un Agent Technique contractuel en CDD, pour une durée de 7 mois (du 01.05.24 au 30.11.24) à raison de 8h/semaine. Il devra justifier d'une condition d'expérience professionnelle et sera rémunéré 13,40 € brut de l'heure. Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

M. le Maire propose au Conseil de délibérer.

**REMARQUES – OBSERVATIONS - INTERVENTIONS :**

Néant.

<b><u>VOTE</u></b> :    Pour : 6    Contre : 0    Abstention : 0
--

**Adoptée à l'unanimité**

***Délibération : DE\_2024\_006***

**SUBVENTION A L'ASSOCIATION PANORAMA MIGLOS**

M. le Maire expose que l'Association PANORAMA MIGLOS n'a pas perçu la subvention de 3 300 € allouée en 2023 pour la rénovation de la Cabane du Besset d'en Haut et propose au Conseil de l'attribuer pour 2024.

M. le Maire précise bien qu'il s'agit d'un report de 2023 et non d'une nouvelle subvention pour 2024 et propose au Conseil de délibérer.

**REMARQUES – OBSERVATIONS - INTERVENTIONS :**

Néant.

<b><u>VOTE</u></b> :    Pour : 6    Contre : 0    Abstention : 0
--

**Adoptée à l'unanimité**

**DENOMINATION DES VOIES ET NUMEROTAGE DES HABITATIONS**

M. le Maire expose :

Par délibération DE\_2022\_25 du 23 septembre 2022, le Conseil municipal a validé le principe de procéder à la dénomination et au numérotage des voies et lieux-dits de la commune de LARNAT.

M. le Maire informe les membres présents qu'il appartient au Conseil Municipal de choisir, par délibération, le nom à donner aux rues, voies, places et lieux-dits de la commune.

La dénomination des voies communales et privées ouvertes à la circulation est laissée au libre choix du Conseil Municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même.

Il convient, pour faciliter la fourniture de services publics, tel que les secours et la connexion aux réseaux, et d'autres services commerciaux comme la délivrance du courrier et des livraisons, d'identifier clairement les adresses des immeubles.

Considérant l'intérêt communal que présente la dénomination des voies, il est demandé au Conseil municipal :

- de VALIDER les noms attribués à l'ensemble des voies communales et privées ouvertes à la circulation et des lieux-dits (liste en annexe de la présente délibération),
- d'AUTORISER M. le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération,
- d'ADOPTER les dénominations du tableau (qui sera annexé à la délibération).

M. le Maire propose au Conseil de délibérer.

**REMARQUES – OBSERVATIONS - INTERVENTIONS :**

Néant.

<b>VOTE :</b> Pour : 6 Contre : 0 Abstention : 0
--

**Adopté à l'unanimité**

***Débat (Inscrit aux Délibérations DE\_2024\_008)***

**RAPPORT DES OBSERVATIONS DEFINITIVES DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES RECU LE 15-11-2023, CONCERNANT LE CONTRÔLE DES COMPTES ET DE LA GESTION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA HAUTE-ARIEGE (CCHA) RELATIF A LA STATION DE SKI DE GOULIER**

M. le Maire expose qu'en tout début d'année 2024, Madame la Présidente de la Chambre Régionale des Comptes a transmis le rapport d'observations définitives portant sur le contrôle des comptes et de la gestion de la station de Goulier (Communauté de communes de la Haute-Ariège) au titre des exercices 2018 et suivants.

Ce rapport a été présenté en séance du conseil communautaire de la CCHA du 21 décembre 2023 (annexe 2 au rapport) et a donné lieu à un débat retranscrit dans la délibération adoptée au cours de la séance (délibération n°2023-C171).

En leurs qualités de membres de la CCHA, toutes les communes sont invitées à présenter ce rapport et le soumettre à débat au sein du conseil municipal.

Ce sujet figurant à l'ordre du jour fixé dans la convocation à la séance du conseil municipal, M. le Maire demande au conseil d'acter la présentation du rapport et la tenue du débat.

Après avoir ouïe et débattu, le Conseil Municipal **PREND ACTE** du rapport rendu par la Chambre Régionale des Comptes concernant la gestion de la CCHA relatif à la station de ski de Goulier pour les exercices 2018 et suivants, tel que reçu en date du 15/11/2023.

### Questions diverses

- Antenne relais téléphonique (au-dessus du passage canadien) d'une hauteur de 30 m. Amener l'électricité (360 m de câble) et passage (avec autorisation) à travers champs.
- Avancée des travaux concernant le passage souterrain des câbles électriques du village.
- Lecture du courrier de la Communauté de Communes de la Haute Ariège (CCHA) concernant l'Eau et l'Assainissement. Réunion le 27.03.24 à 16h.
- Vérification du paiement de l'impôt foncier par le propriétaire d'une maison inoccupée en vue de travaux.
- PLUth rencontre communale mars 2024 : réunion le 22.03.24 à Luzenac
- Tri des déchets : présentation de la brochure, achats de containers par la CCHA.
- 

---

Le Maire,  
Claude GOUZY

La Secrétaire de séance,  
Nathalie GOUZY